20 ans d'implication des OSC d'Afrique dans les négociations sur le changement climatique:

Priorités, Stratégies et Actions

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
SOUTHERN AFRICA

20 ans d'implication des OSC d'Afrique dans les négociations sur le changement climatique

Priorités, Stratégies et Actions

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
SOUTHERN AFRICA

(c) Heinrich © Heinrich Böll Stiftung (HBS) Afrique Australe, Décembre 2014
Publié par Heinrich Böll Stiftung
Vunani Building 8th Floor
33 Church Street
Cape Town, 8000
Afrique du Sud

Tel: +27 (0)21 461 62 66
Email: info@za.boell.org
Website: www.za.boell.org

'20 ans d'implication des OSC d'Afrique dans les négociations sur le changement climatique: Priorités, Stratégies et Actions' est publié en partenariat avec Inter Press Services (IPS) Afrique

Authors: Farayi Madziwa and Carola Betzold
Editor: Kudzai Makombe and Phil Harris
Images: Première page de couverture: Institut International pour le Développement durable et Alexander Joe/ AFP/Getty Images
Dernière page de couverture et les pages 45/46 UNclimatechange/CCNUCC. Toutes autres, Trevor
Design: Marshall Patsanza
Printed by: Pixy Korner

Les opinions exprimées dans ce manuel ne doivent pas être considérées comme un reflet de des points de vue de Heinrich Böll Stiftung (HBS) Afrique australe ou de IPS.

Table des matières

ACRONYMES	1
INTRODUCTION	3
LES NEGOCIATIONS SUR LE CLIMAT- CE QUI EST EN JEU POUR L'AFRIQUE	5
Les OSC participant aux négociations sur le climat	7
Les OSC d'Afrique aux COP	11
Impact des OSC d'Afrique sur les négociations sur le climat	17
Les OSC et la position panafricaine à la COP	20
Des points de vue d'Afrique: perspectives des OSC des négociations sur le climat	24
ETUDES DE CAS	26
Réseau de la société civile sur le changement climatique (CISONECC)	27
Climate Change Network	31
Gestion de l'Environnement pour une amélioration des moyens de subsistance (EMLI)	33
Action pour l'Environnement et le Développement dans le tiers-monde (ENDA)	37
"Project 90 by 2030"	39
Conseil mauricien pour le développement, les études environnementales et la conservation (MAUDESCO)	43
Centre International pour l'Energie, l'Environnement et le Développement (ICEED)	45
Centre pour l'Environnement et le Développement (CED)	47
Earthlife	49
QUELLE EST LA SUITE POUR LES OSC D'AFRIQUE SUR LE CLIMAT?	51
REFERENCES	53

ACRONYMS

AGN	Groupe des négociateurs africains
CMAE	Conférence ministérielle africaine sur l'environnement
UA	Union africaine
BINGO	Organisation non gouvernementale des entreprises et des partenaires sociaux
CAN	Climate Action Network
CED	Centre pour l'environnement et le développement
CCN	Climate Change Network (Kenya)
CISONECC	Réseau de la société civile sur le changement climatique
COMESA	Marché commun de l'Afrique orientale et australe
COP	Conference des Parties
OSC	Organisation de la société civile
EMLI	Gestion de l'Environnement pour une amélioration des moyens de subsistance (Mécanisme de Bwaisese)
ENDA	Action pour l'Environnement et le Développement
ENGO	Organisation non gouvernementale pour l'environnement
G77	Groupe des 77
GCF	Fonds vert pour le climat
GES	Gaz à effet de serre
HBS	Heinrich Böll Stiftung
ICEED	Centre international pour l'énergie, l'environnement et le développement

INDC	Contributions prévues déterminées au niveau national
GIEC	Groupe d'expert intergouvernemental sur l'évolution du climat
IPO	Organisation des peuples autochtones
LGMA	Gouvernements locaux et autorités municipales
MAUDESCO	Conseil mauricien des études pour le développement, l'environnementales et la conservation
PANA	Programme d'action national d'adaptation
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NDRM	Politique nationale de gestion des risques de catastrophe
ONG	Organisation non gouvernementale
NIE	Entité nationale de mise en œuvre
PACJA	Alliance panafricaine pour la justice climatique
REDD	Réduction des émissions due à la déforestation et à la dégradation des forêts
RINGO	Organisations non gouvernementales de recherche indépendantes
SADC	Communauté de développement d'Afrique australe
PEID	Petits Etats insulaires en développement
TUNGO	Organisation non gouvernementale des centrales syndicales
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
CCNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
YOUNGO	Organisation non gouvernementale de la jeunesse

INTRODUCTION

L'histoire des négociations sur les changements climatiques a duré plus de deux décennies, commençant à Rio en 1992. C'était clair au début que les régions géographiques moins responsables des changements climatiques seraient les plus touchées et les preuves continuent d'augmenter. Pour le continent africain, les effets ont inclus des sécheresses, des pluies intermittentes, des inondations et la réduction des rendements des cultures et des pâturages qui sont dus à ces conditions météorologiques. L'évolution des types de maladies, surtout en termes de maladies des cultures, des animaux, et de zones de paludisme, a eu un impact important sur le développement. Beaucoup de conflits internes latents sont liés au climat, s'intensifiant à partir d'une demande de terre plus grande par les agriculteurs pour des cultures vivrières et de rente qui sont en conflit avec une demande croissante pour le pâturage de la part des éleveurs dans certaines régions d'Afrique de l'est et de l'ouest.

Les OSC en Afrique se sont impliquées dès le début, publiant un programme visant à réduire ces effets et invitant les pays développés à réduire les émissions de gaz à effet de serre nocifs à travers la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). L'objectif final de la CCNUCC est de stabiliser les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans le monde à un niveau qui ne provoque pas une interférence dangereuse induite par l'Homme avec les systèmes climatiques dans le monde. Les progrès vers la réalisation de cet objectif ont rencontré plusieurs obstacles et des revers pour les négociateurs et les organisations de la société civile d'Afrique, principalement en raison des déséquilibres en termes de puissance et de ressources avec leurs homologues du monde développé. Cependant, il y a eu aussi des progrès puisque les OSC africaines continuent de réévaluer leurs stratégies et de se réengager pour mieux négocier l'avenir à long terme du continent.

Cette publication explore l'engagement des OSC d'Afrique dans le processus de la Conférence des Parties (COP) de la CCNUCC. Elle examine les stratégies que les OSC ont déployées et la façon dont celles-ci ont changé au fil des ans, les succès et les défis rencontrés en cours de chemin, la reconnaissance croissante des gouvernements du rôle et de la valeur des OSC dans leur engagement en tant que négociateurs et comme un lien entre les communautés touchées et les positions des gouvernements africains à la table de négociation. Elle cherche également à savoir s'il y a une position commune des OSC africaines et si les OSC africaines qui se sont engagées dans les COP de la CCNUCC croient qu'elles font une différence.

Cette publication se base sur une enquête par questionnaire sur 35 OSC d'Afrique subsaharienne, de recherches au bureau et des études de cas basées sur des interviews directes avec des représentants d'organisations sélectionnées. Les OSC vont des réseaux et des groupes de réflexion à des organisations communautaires et couvrent une vaste étendue géographique.

A travers ces cas, plusieurs leçons ont été tirées sur ce qui a marché pour les OSC africaines et les méthodes qu'elles ont utilisées. La publication explore aussi les défis et les stratégies pour les vaincre afin de parvenir à un accord sur les responsabilités des différentes parties vers l'atténuation des changements climatiques et l'adaptation à leurs impacts pour le continent.

GOLDWAGEN
LIMATE
USTICE
NOW
WE
WANT

LES NEGOTIATIONS SUE LE CLIMAT – QUEL EST L'ENJEU POUR L'AFRIQUE?

Les changements climatiques constituent une menace sérieuse pour l'Afrique - l'un des continents les plus vulnérables aux effets néfastes des changements climatiques. L'Afrique dans son ensemble est non seulement très exposée aux phénomènes climatiques extrêmes, mais a aussi une faible capacité à s'adapter aux effets néfastes des changements climatiques (Niang et al., 2014). Les changements climatiques imposent des grands enjeux l'Afrique parce que le continent dépend de secteurs sensibles au climat tels que l'agriculture et la sylviculture pour la croissance économique. D'autres facteurs tels que la pauvreté et des inégalités élevées ont tendance à compromettre le développement socio-économique et limitent la capacité d'adaptation du continent, ce qui aggrave davantage la vulnérabilité de l'Afrique.

Dans le passé, ces enjeux élevés ont été mal exprimés parce que le Groupe des négociateurs africains (AGN), une branche de l'Union africaine (UA) qui représente le continent dans les négociations internationales sur les changements climatiques (également communément appelées négociations sur le climat) avec une voix commune et unifiée, avait joué un rôle relativement limité dans la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Ce n'était que lors de la 12ème Conférence des Parties (COP 12) à Nairobi en 2006[1] que l'AGN a commencé à s'engager plus activement dans les négociations sur le climat. Depuis lors, l'UA a repositionné l'AGN pour permettre à son rôle de faire avancer des intérêts africains communs sur la question des changements climatiques, en faisant figurer avec succès l'adaptation sur le programme à Nairobi, et servant également de facilitateur dans les négociations sur le financement climatique à la COP15 à Copenhague ainsi que dans les négociations pour la Plateforme de Durban à la COP17 à Durban (Roger et Belliethathan, 2014). Cependant, beaucoup reste encore à faire parce que toute augmentation des températures au niveau mondial est censée être ressentie 1,5 fois plus en Afrique. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), le principal organisme international pour l'évaluation des changements climatiques, le réchauffement sur les régions terrestres de l'Afrique a augmenté à cause des changements climatiques. Avec un niveau élevé de confiance, le GIEC a estimé que les écosystèmes africains sont déjà en train d'être affectés par les changements climatiques, avec des impacts futurs tels que le changement des gammes d'espèces végétales et animales et des écosystèmes ainsi que l'acidification des océans et le réchauffement des océans censés être considérables. Le GIEC prédit également que les changements climatiques amplifieront les stress existants sur la disponibilité de l'eau à travers le continent et les températures croissantes ainsi que les changements dans les précipitations auront des effets négatifs sur la sécurité alimentaire. Les risques liés au climat pour l'Afrique "relatifs à des changements dans la distribution du biome, la perte des récifs coralliens, la réduction de la productivité des cultures (prévue pour les céréales et les cultures pérennes comme le café et le thé), les effets néfastes sur le bétail, les maladies hydriques à transmission vectorielle (augmentation attendue de l'incidence de la méningite et du paludisme dans des régions montagneuses comme le Kenya), la malnutrition et la migration "(Niang et al., 2014) constitu-

1.C'était la première COP à être organisée en Afrique subsaharienne.

ent tous un risque moyen et élevé pour le continent, même avec les efforts d'adaptation actuelles.

En outre, la dépendance de l'Afrique des ressources naturelles augmente sa vulnérabilité parce que le continent est déjà confronté à une forte exposition aux facteurs de stress climatiques en raison de sa situation géographique et du manque de capacité et de mécanismes de sauvegarde, qui à leur tour sont tous menacés par les changements climatiques. Il y a donc un besoin urgent d'accroître et de renforcer les efforts d'adaptation en Afrique, particulièrement parce que le continent sera toujours confronté à des effets climatiques dangereux associés avec le réchauffement au niveau mondial plus que tout autre continent. Au cours des dernières années, cette situation désastreuse a été reflétée dans les négociations internationales sur le climat par un changement de programme, passant de l'atténuation vers l'adaptation du fait des efforts de lobbying des gouvernements et organisations de la société civile (OSC)[2] d'Afrique. Cependant, pour s'adapter avec succès, l'Afrique dépend fortement de l'appui des pays développés[3] sous forme de finance, de transfert de technologie et de connaissances, ainsi que le renforcement de capacités pour les institutions et les professionnels du climat également.

En tant qu'organe représentatif des gouvernements africains dans les négociations internationales sur le climat, l'AGN a donc une tâche gigantesque de mettre en avant l'agenda africain et de faire pression pour les intérêts africains aux COP. Cependant, comme dans bon de nombre de pays en développement, les négociateurs africains sont confrontés à plusieurs obstacles qui les mettent dans une situation désavantageuse. La participation et la représentation dans les négociations internationales sont coûteuses, et les pays africains manquent souvent de ressources pour envoyer de grandes délégations. Ainsi, alors que certains pays peuvent envoyer 50 personnes ou plus aux sommets sur le climat, certains pays africains sont obligés de se débrouiller seulement avec deux négociateurs pour couvrir les réunions qui discutent de thèmes et sujets différents qui se déroulent de façon parallèle. Le manque de financement affecte également la présence soutenue des négociateurs africains à des COP réussies.

Les gouvernements et les négociateurs africains aussi sont également confrontés à un manque d'informations, de compétences et d'expertise technique adéquates pour mieux comprendre les éléments de l'ordre du jour, y compris la science du climat et les aspects juridiques qui entourent le débat sur le climat et les positions de négociation d'autres pays, en plus d'un manque de mandat clair des gouvernements (Roger et Belliethathan, 2014; Mumma, 2001).

En outre, la communication entre les représentants africains lors des réunions, événements et processus de planification avant les rencontres de la COP est entravée par des barrières[4] linguistiques, une situation aggravée par un manque d'infrastructures adéquates pour la couverture en Internet et en téléphone portable à travers le continent.

Cependant, malgré ces défis, les négociateurs africains ont pu améliorer leur capacité de négociation et leur efficacité, du moins à certain degré, entre autres, en travaillant ensemble avec les OSC et en incluant fréquemment plus d'experts externes venus d'organisations non gouvernementales (ONG) dans leurs délégations officielles (Roger and Belliethathan, 2014).

2. Les OSC se composent d'une multitude d'acteurs souvent décrits comme organisations non étatiques, à but non lucratif, bénévoles, réseaux, associations, groupes et mouvements qui sont indépendants du gouvernement et du marché. Dans cette publication, les OSC et les ONG sont utilisés indifféremment pour désigner la société civile.

3.Dans ce contexte "pays développés" désigne les pays énumérés comme pays de l'Annexe II selon la CCNUCC qui sont tenus de fournir les ressources financières afin de permettre aux pays en développement d'entreprendre des activités de réduction des émissions selon la Convention et de les aider à s'adapter aux effets néfastes des changements climatique. Soir http://unfccc.int/parties_and_observers/items/2704.php

4. Les trois principales langues sur le continent sont l'anglais, le français et le portugais, ce qui constitue des défis dans la communication parmi les participants aux réunions et le partage des documents officiels.

Les OSC participant aux négociations sur le climat

Les OSC jouent un rôle très important dans les négociations internationales sur le climat pour tous les pays. Bien que les OSC n'aient formellement pas de siège à la table de négociation, elles sont officiellement reconnues selon la CCNUCC en tant qu'observateurs. Elles utilisent donc leur statut d'observateurs à participer aux négociations en grand nombre, augmentant leur participation de seulement 196 organisations observatrices au total avec 1056 représentants à la première Conférence des Parties à Berlin en 1995 à 681 organisations et 3695 représentants à la Conférence des Parties à Varsovie en 2013. Le plus grand nombre de représentants d'organisations d'observation enregistré à toute COP était de 13482 lors de la COP 15 en 2009 à Copenhagen[5].

Cependant, bien que la CCNUCC ait une politique claire sur la participation des ONG, les OSC africaines sont encore sous-représentées avec moins de 10 pour cent de toutes les OSC enregistrées à la CCNUCC étant de l'Afrique. Actuellement, plus de 1600 organisations sont enregistrées en tant qu'observateurs auprès du Secrétariat de la CCNUCC, et la plupart d'entre elles sont des OSC d'Europe ou d'Amérique. Seulement 117 des 1361 organisations actives enregistrées en tant qu'observateurs sur le site de la CCNUCC viennent d'Afrique, c'est-à-dire, moins de 10 pour cent de toutes les organisations actives.

La CCNUCC reconnaît actuellement neuf différentes catégories d'observateurs: les ONG environnementales (ONGE); les ONG des affaires et de l'industrie (BINGO); les gouvernements locaux et les autorités municipales (LGMA); les organisations des peuples autochtones (OPA); les ONG indépendantes et de recherche (RINGO); les ONG syndicales(TUNGO); les agriculteurs; les groupes de femmes et de genre; et les ONG de la jeunesse (YOUNGO).Les trois plus grandes catégories sont celles de l'environnement, des affaires, et de la recherche qui représentent ensemble plus de 80 pour cent de toutes les OSC actives enregistrées.

En Afrique cependant, bien que les catégories de l'environnement et de la recherche soient aussi les plus grandes catégories, représentant jusqu'à 67 et 15 pour cent de toutes les organisations actives enregistrées dans la base de données de la CCNUCC, respectivement, la catégorie des affaires est très petite et n'a que deux OSC qui sont enregistrées et actives. Pour l'Afrique, plutôt, la catégorie de YOUNGO occupe le troisième rang, soit sept pour cent des OSC africaines enregistrées et actives sur la base de données[6] de la CCNUCC

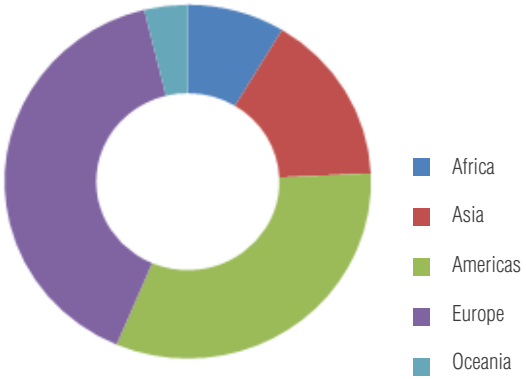


Figure 1 ONG enregistrées par continent

5. Ces chiffres sont basés sur les listes de participants disponibles sur le site web de la CCNUCC à http://unfccc.int/documentation/documents/items/3595.php.

6. Considérant tous les observateurs au niveau mondant cependant, les YOUNGO africaines représentent seulement 2,5 pour cent.

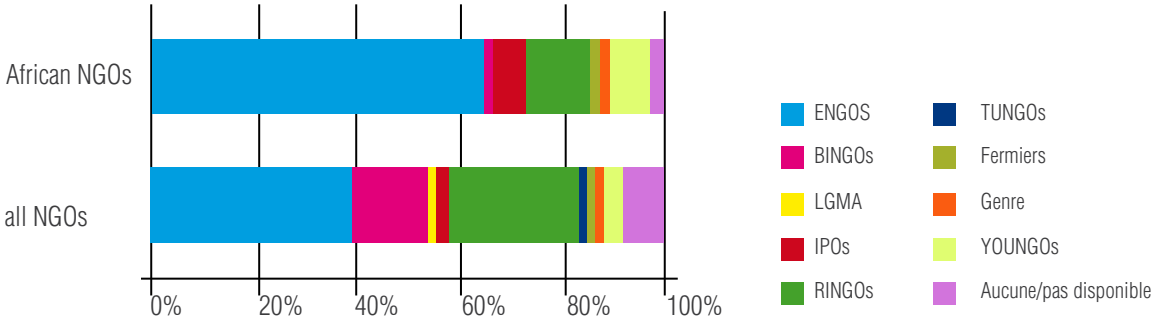


Figure 2: Catégories d'observateurs

Le rôle des OSC dans les négociations sur le climat

La participation des OSC aux négociations internationales sur le climat est gravée dans la Déclaration de Rio[7] et est régie par les articles 4, 6 et 7 de la CCNUCC[8]. La plupart des participants sont des ONG de l'environnement, et leur participation est cruciale pour plusieurs raisons (adapté de Jamil et Maeztri, 2011):

- Elles renforcent la participation de plusieurs acteurs dans les négociations;
- Elles aident dans la formulation des sujets à prendre en compte dans le programme;
- Elles permettent au public de suivre les négociations en traduisant la science en un langage simple;
- Elles accroissent la responsabilité et la transparence dans le processus de négociation à travers le plaidoyer pour la justice climatique; et
- Elles représentent les groupes marginalisés et défavorisés tels que les femmes et les groupes indigènes.

L'important pour beaucoup d'OSC, c'est aussi l'occasion de se mettre en réseau et d'interagir avec d'autres ONG au cours des COP annuelles, ce qui leur permet de partager

7. http://www.unep.org/Documents.Multilingual/Default.asp?documentid=78&articleid=1163

8. http://unfccc.int/essential_background/convention/items/6036.php

des idées et expériences ainsi que de cimenter de vieux contacts et d'en établir de nouveaux.

Bien que les OSC soient admises à titre d'observateurs et donc incapables de participer officiellement à la prise de décisions sur les changements climatiques aux COP, elles ont adopté des approches novatrices afin d'essayer d'influencer directement et indirectement les issues des négociations.

Ces approches peuvent être globalement classées en deux catégories de stratégies d'initiés et d'outsiders (Gulbrandsen et Andresen, 2004). Les stratégies d'initiés exigent une base intellectuelle et politique sous la forme de réseaux et de représentants gouvernementaux. Elles comprennent les OSC participant aux négociations en tant que membres des délégations gouvernementales, des conseillers politiques et des experts techniques pour les négociateurs, et parfois en fournissant des informations à travers des soumissions directes au Secrétariat de la CCNUCC. Les stratégies d'outsider par contre tentent d'influencer le processus de prise de décision multilatéral de la CCNUCC de l'extérieur du cercle des décideurs à travers, par exemple, des manifestations de masse, des campagnes de masse et l'utilisation des médias pour gagner le soutien du public (Rietig 2011).

Il convient de noter que les OSC contactent et consultent également les négociateurs gouvernementaux dans leurs pays d'origine avant les COP. Ceci est l'une des plus importantes stratégies locales adoptées par les OSC pour cibler les délégués depuis leur pays d'origine en raison des relations personnelles qui ont été nouées, qui peuvent déterminer le degré auquel elles peuvent influencer les positions des négociateurs et à leur tour, les négociations. En effet, même aux COP, les OSC préfèrent souvent établir des contacts avec les représentants de leurs gouvernements (Betzold, 2013) afin de faire pression pour certaines positions ou de s'assurer que certains sujets ou thèmes ont été soulevés à la table de négociation

En outre, comme l'ont noté certains observateurs internationaux des négociations sur les changements climatiques, depuis l'échec de Copenhague (qui a menacé la légitimité des négociations internationales sur le climat puisque la décision résultant de la COP, "l'Accord de Copenhague" a été négociée à huis clos seulement par quelques pays), certaines OSC ont reconsidéré leur approche à la défense du climat et se sont focalisées de nouveau sur le plan national, une pratique qui a longtemps été recommandée par certains chercheurs (Jamil et Maeztri, 2011).

Quelle que soit l'approche adoptée, les OSC en général sont flexibles dans la façon dont elles s'engagent dans les négociations internationales sur les changements climatiques et, dans la plupart des cas, utilisent un certain nombre d'approches simultanément afin d'exploiter efficacement leurs positions.

Les OSC africaines aux COP

Une enquête commandée par HBS en 2014 a révélé que les OSC africaines se sont très peu écartées de leurs homologues du monde dans leur engagement et leurs stratégies à influencer les négociations internationales sur le climat.

Toutes les 35 organisations qui ont participé à l'enquête mettent l'accent sur les changements climatiques, mais ces organisations sont également actives dans d'autres domaines en dehors de celui de l'environnement, priorisant des sujets tels que la pauvreté et les femmes par exemple, qui ont été considérés comme sujets de préoccupation pour au moins la moitié des organisations. Autres questions priorisées par les OSC africaines concernant les négociations sur le climat comprennent l'éducation, la recherche, le sort des peuples autochtones et les problèmes de santé liés aux changements climatiques, bien que ceux-ci aient été mentionnés par quelques organisations. Un certain nombre d'OSC africaines ont également évoqué d'autres domaines dans lesquels elles travaillaient, tels que la biodiversité, la sécurité alimentaire, la jeunesse et les droits des communautés.

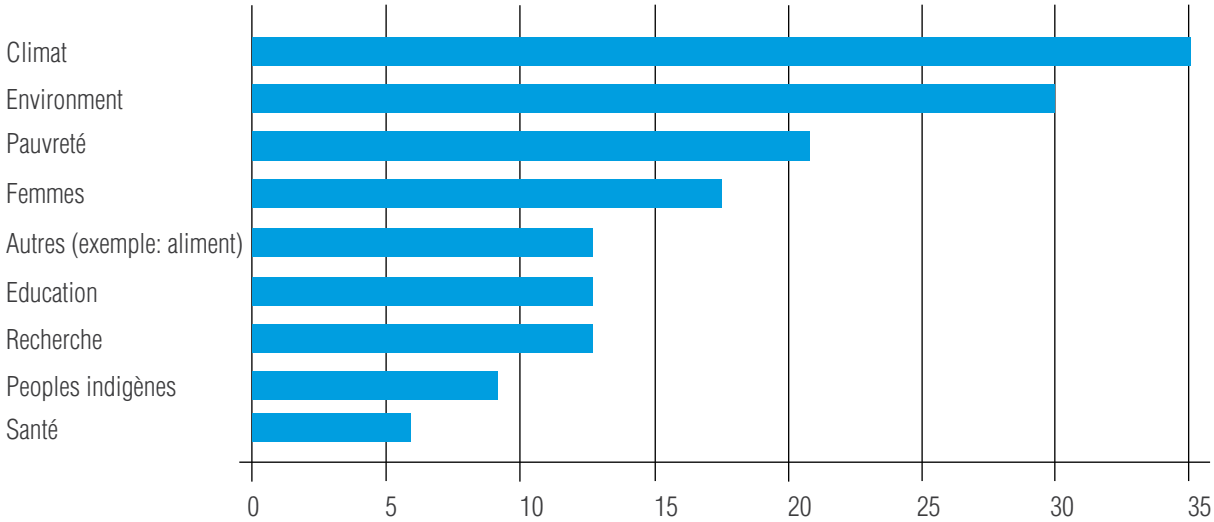


Figure 3: Domaines prioritaires des OSC africaines

Alors que les changements climatiques constituent aujourd'hui une préoccupation pour la plupart des OSC, cela n'a toujours pas été le cas en Afrique. En moyenne, la plupart des OSC africaines se sont été engagées dans les questions de changement climatique seulement au cours des huit dernières années, quelques-unes ayant travaillé sur les changements climatiques pendant 25 ans. Bien que quelques OSC africaines aient par conséquent participé aux COP dès le début du processus de la CCNUCC, le processus est relativement nouveau pour la plupart. Plus de la moitié des organisations qui ont participé à l'enquête n'avaient pris part à aucune COP avant 2005, alors que plus de la moitié des organisations avaient participé à au moins trois COP depuis 2005.

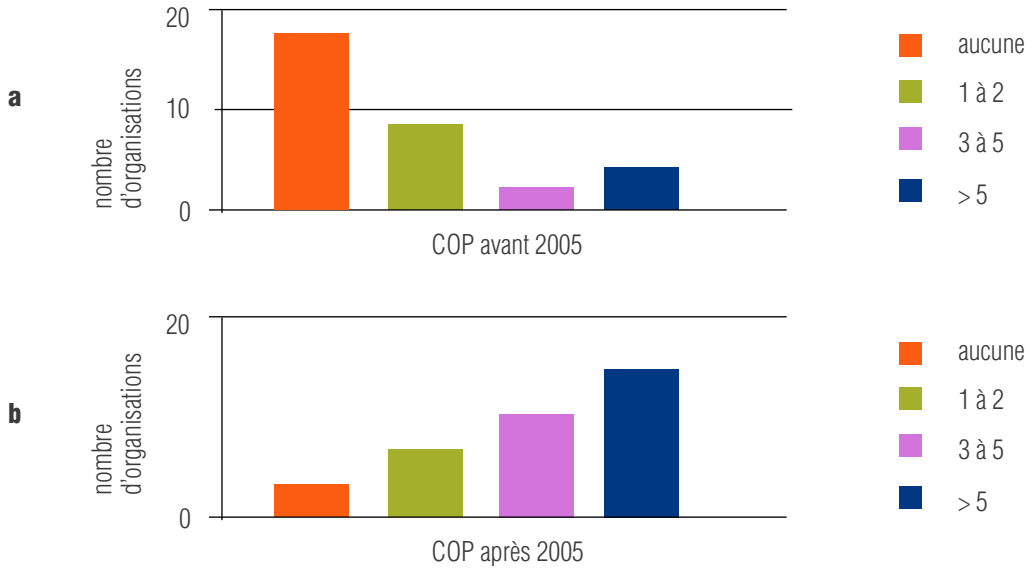


Figure 4: Participation des ONG africaines aux COP (a) avant 2005 et (b) après 2005

L'enquête a révélé qu'au cours des négociations sur le climat, la plupart des OSC africaines mettent également la priorité sur les questions d'adaptation et le financement du climat à la fois aux niveaux national et international, tandis que l'atténuation a été universellement considérée comme le deuxième sujet plus important aux COP, en particulier la réduction des émissions provenant des forêts et la dégradation des forêts (REDD). Les OSC basées en Afrique orientale et occidentale ont particulièrement estimé fortement que la REDD seule était un sujet clé parce qu'elles disposent encore de vastes réserves forestières qui nécessitent la protection et une utilisation durable dans leurs pays d'origine. Ce sont aussi les régions où la plupart des projets de REDD sont mis en œuvre dans le cadre de la CCNUCC..

Les priorités se rapportent à la situation désastreuse dans laquelle l'Afrique se trouve, avec l'augmentation de la température mondiale au-dessus de la moyenne et de graves effets climatiques prévus pour affecter négativement les économies, les moyens de subsistance et les ressources naturelles d'Afrique désormais et à long terme. Cela explique aussi le consensus des OSC à mettre plus l'accent sur l'adaptation et la finance dans les négociations sur le climat.

L'enquête a révélé que lorsqu'elles participent aux COP, les OSC africaines utilisent au moins sept différentes approches, certaines d'entre elles simultanément, allant de la participation à une délégation gouvernementale à des manifestations dans la rue et à des protestations pacifiques. Les trois principales activités mentionnées par les OSC africaines comme approches clé lorsqu'elles s'engagent dans les négociations sur le climat étaient de soumettre des documents de prise de position à travers des réseaux d'ONG, la mise en réseau avec d'autres ONG et la participation aux COP en tant que membres d'une délégation gouvernementale. Ces approches ont été suivies de près en s'engageant avec leurs gouvernements avant que les COP, en soumettant des documents de position directement à la CCNUCC et en diffusant des communiqués de presse / faisant la sensibilisation des médias. Parmi ces approches, les plus couramment utilisées étaient le fait de se mettre en réseau avec d'autres ONG et l'engagement avec le gouvernement. Les autres stratégies fréquemment utilisées qui ont été mentionnées comprennent l'organisation d'évènements parallèles, l'information du public sur les négociations, et l'organisation de campagnes et de manifestations.

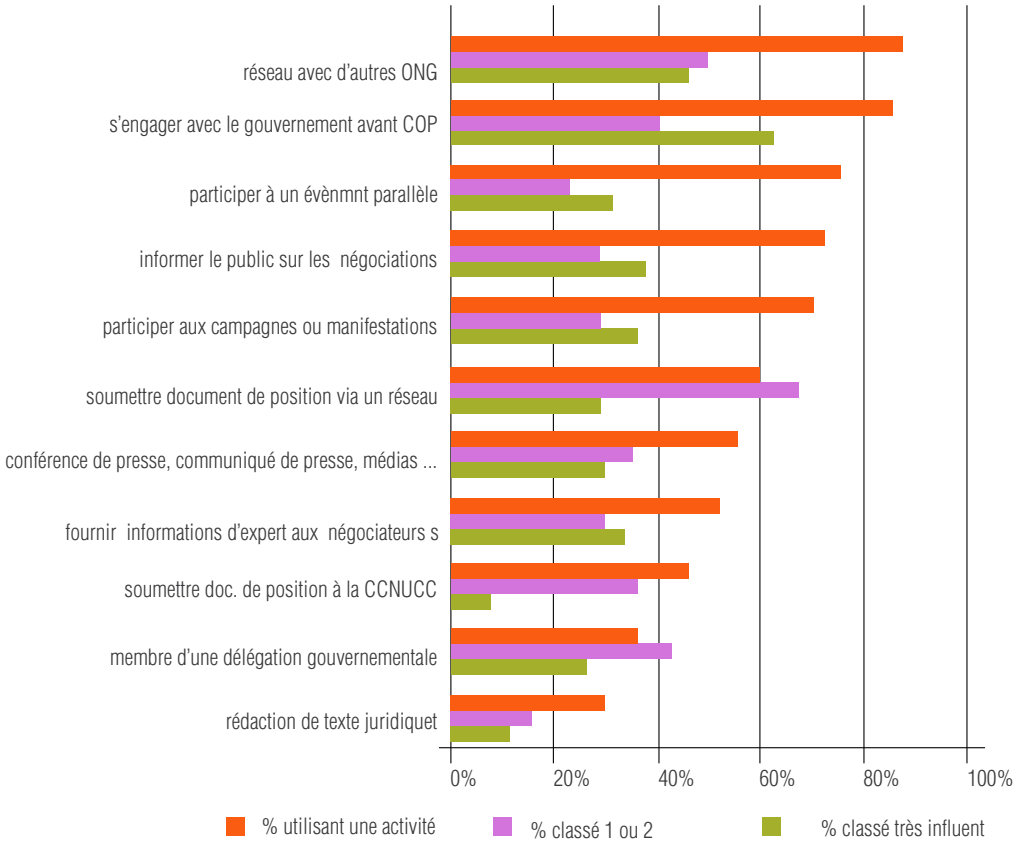


Figure 5: Activités des OSC aux COP de la CCNUCC

Il a été demandé aux OSC de classer l'importance de chacune des activités qu'elles mènent aux COP par ordre ascendant à commencer par l'activité la plus importante pour leur organisation/dont dépend l'organisation le plus fortement comme 1, avec la seconde plus importante classée 2 … jusqu'à un classement éventuel de 10.

Cependant, lorsqu'il s'est agi de classer l'activité que les OSC croyaient être la plus influente ou réussie dans l'atteinte de leur objectifs lors des négociations sur le climat, l'engagement avec le gouvernement avant les COP était considéré comme la stratégie la plus influente (plus 60 pour cent des OSC interrogées ont classé cela comme influent). Elle était suivie de la mise en réseau avec d'autres ONG, de l'information du public sur les négociations, et de la participation aux campagnes et manifestations.

La rédaction de texte juridique les soumissions au Secrétariat de la CCNUCC n'étaient pas vues comme aussi importantes pour obtenir des résultats (seulement environ cinq pour cent des OSC dans l'étude ont classé ces deux activités comme étant très influentes).

Les résultats montrent qu'alors que la soumission de documents de position via des réseaux d'ONG a été mentionnée comme l'une des trois principales stratégies clé, elle est à peine utilisée, les OSC ont tendance à compter plus sur d'autres approches telles que la mise en réseau avec d'autres ONG, l'engagement avec le gouvernement, l'organisation d'évènements parallèles, l'information du public sur les négociations, et l'organisation de campagnes et de manifestations. Une raison possible de cette situation pourrait être que les OSC voient qu'il est important d'appartenir à un réseau et maintenir les relations sur ce front en soumettant des documents de position çà et là, probablement pour rester informées des sujets clé et réaffirmer leurs points de discorde dans le débat sur le climat, mais pensent qu'il faut mener d'autres activités telles que l'engagement avec leurs gouvernements, la mise en réseau et la tenue de conférences de presse. Cet argument est justifié par la sélection de ces approches par les OSC, qui en outre incluent aussi l'organisation d'évènement parallèles, l'information du public sur les négociations, et la tenue de campagnes et de manifestations comme stratégies les plus couramment utilisées.

Soumettre des documents de position via des réseaux d'ONG est une stratégie clé utilisée par les OSC africaines pour participer aux négociations sur le climat, mais elles
ont clairement estimé que se mettre en réseau avec d'autres ONG et s'engager avec leurs gouvernements nationaux avant les COP donne de meilleurs résultats dans l'atteinte de leurs objectifs. Cela a un sens étant donné que la disponibilité du financement est un grand facteur limitant pour les OSC de participer aux négociations sur le climat, par conséquent soumettre des documents de position pourrait être aussi vu comme une option moins coûteuse pour certaines OSC, alors que devenir membre d'une délégation gouvernementale éviterait aux OSC les frais de participation puisque le gouvernement prendrait normalement en charge ces frais pour toute sa délégation.

On pourrait en déduire que le fait que le rôle de la mise en réseau est classé comme la raison la plus importante pour les OSC participant aux COP et également la stratégie la plus couramment utilisée pourrait expliquer pourquoi il y a eu une lenteur dans le mouvement visant à promouvoir l'agenda de l'Afrique aux COP au fil des ans. Toutefois, une observation attentive de la nature des négociations montre qu'avant l'organisation des COP, les positions ont été déjà convenues dans les pays d'origine et soutenues par leurs parlements nationaux, et il est peu probable que celles-ci changent au cours des négociations, puisque cela exigerait généralement l'approbation du parlement au pays. La mise en réseau de la part des OSC pourrait donc servir à renforcer les positions des uns et des autres, à améliorer la connaissance et la compréhension des questions climatiques complexes et à cimenter de veilles relations et à en nouer de nouvelles avec d'autres ONG et donateurs aussi, qui pourraient ensemble renforcer leur position de négociation

et différentes OSC tout rapport perçu entre le choix de la stratégie et le résultat perçu pour influencer les négociations, il existe des avantages évidents associés avec les stratégies les plus courantes.

La mise en réseau est clairement une activité cruciale des OSC lors des COP, et est devenue plutôt plus importante avec le temps. Les négociations sur le climat sont devenues de grands sommets qui attirent des centaines d'organisations publiques et privées et le programme sur les changements climatiques a évolué pour couvrir une gamme variée de sujets. Cela est donc devenu un forum de plus en plus important pour les OSC de rencontrer des partenaires, d'attirer des bailleurs de fonds et de planifier des activités conjointes. A part l'occasion de partager des informations et expériences avec des gens d'intérêts similaires, la mise en réseau lors des COP permet également aux OSC de rechercher des conseils auprès des pairs et d'acquérir de nouvelles perspectives, d'établir une crédibilité et d'accroître le profil de l'organisation, de renforcer la confiance et la capacité sur des sujets spécifiques continus, et de développer et renforcer des amitiés et réseaux sociaux existants.

Il existe d'importants avantages rentables en participant à des rencontres et évènements nationaux sur les négociations sur le climat et à travailler au niveau local avec les cadres gouvernementaux plutôt que de participer aux COP (en effet, la plupart des OSC citées manquent de ressources financières comme un obstacle à la participation aux COP). D'autres avantages associés avec cette approche incluent les occasions pour renforcer la coopération OSC-gouvernement dans le pays d'origine et pour permettre plus de débat localisé et centré basé sur les besoins locaux et le cadre local. L'engagement au niveau local crée un espace pour favoriser une approche ascendante pour faire face aux changements climatiques et amener la voix des groupes les plus défavorisés et plus vulnérables directement aux décideurs politiques publics. D'autres stratégies

mentionnées telles que l'organisation des évènements parallèles, des manifestations et des conférences de presse ou généralement la sensibilisation de la presse permettent aux OSC de présenter des questions soit directement au public et au Secrétariat de la CCNUCC à travers leurs réseaux. Cela permet aux OSC d'exposer les détails techniques opposant ou appuyant certaines décisions prises dans les négociations et de ramener "la réalité des changements climatiques" dans les négociations en plaidant pour les communautés les plus défavorisées et plus touchées sur le terrain.

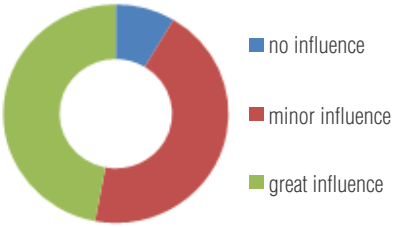
Les stratégies d'initiés et d'outsider sont toutes deux importantes pour les OSC africaines – et pour la plupart d'entre elles cela n'a pas changé au fil des ans. Vingt-deux (63 pour cent) des 35 OSC dans l'enquête ont indiqué que leur approche par rapport aux négociations n'avait pas changé au fil des années, tandis que le este 13 (37 pour cent) ont déclaré qu'elles avoir changé leur approche; pour certaines vers les approches d'outsider, pour d'autres vers plus de stratégies d'initiés. Une OSC, par exemple, a décrit comment, depuis la COP 16 en 2010, elle est "devenue plus active dans la sensibilisation des médias, en particulier les médias sociaux et la sensibilisation de nouveaux médias sur les évènements des COP et les évènements parallèles", tandis qu'une autre OSC a expliqué qu'"au lieu d'organiser des manifestations, les membres de l'organisation essaient désormais d'obtenir l'accréditation à travers le gouvernement afin de pouvoir assister aux réunions à huis clos des négociations des COP".

Righ
2 Kno

Impact des OSC africaines sur les négociations sur le climat

Interrogées sur comment leur organisation avait influencé les négociations, les OSC africaines ont décrit la façon dont elles ont travaillé avec les négociateurs en apportant un appui technique et des conseils, comment elles ont travaillé avec les gouvernements nationaux en faisant partie des délégations et la façon dont parfois elles ont aussi soumis des textes directement au Secrétariat de la CCNUCC. Elles ont également dit avoir influencé les négociations à travers des stratégies d'outsider, y compris "la production de brochures, prospectus, et des articles dans les journaux du CAN [Réseau d'action sur le climat]", "la formation et l'appui aux journalistes des principaux médias pour indiquer la position de l'Afrique", ou l'organisation et la participation à des évènements parallèles, à des campagnes ou à des manifestations de la société civile. Plus important, les OSC ont souligné qu'elles arrivent à influencer les négociations des COP en travaillant ensemble avec d'autres OSC, venues à la fois d'Afrique et d'autres régions du monde, soulignant l'importance de se mettre en réseau avec d'autres OSC pendant les COP.

Selon ceux qui ont répondu à l'enquête, les OSC – africaines ou non africaines – apportent effectivement une différence dans les négociations sur les changements climatiques. Seulement une OSC a estimé que les OSC en général n'ont aucune influence sur le processus ou l'issue des négociations. Soixante-dix pour cent des organisations interviewées ont estimé que leur participation aux COP avait apporté une différence aux résultats des négociations (divisant pratiquement équitablement celles qui disent que cette influence était minime et ceux qui affirment qu'elle était grande), alors que le reste a estimé qu'elles avaient peu ou pas d'influence sur les négociations.



Perceptions de l'influence des OSC en général

Pensez-vous que votre organisation a eu une influence quelconque sur les négociations sur le climat?

Figure 6: Influence des OSC dans les négociations sur le climat

Il a été également demandé à ceux qui ont été interrogés s'ils pensent que le niveau d'influence des OSC avait changé au cours des 20 dernières années. Beaucoup d'organisations ont crû qu'il a changé, et la plupart ont dit qu'elles voient un développement positif vers une influence accrue des OSC. Une meilleure coordination, une plus grande sensibilisation du public (essentiellement due à l'activisme des OSC via les médias sociaux) et une confiance plus grande ont toutes permis aux OSC africaines de se faire entendre davantage et d'être plus influentes.

Désormais, les OSC travaillent plus avec les négociateurs, qui "s'ouvrent aux ONG" et "s'engagent avec les OSC et prennent leurs points de vue". En particulier, au niveau national, les gouvernements africains prennent de plus en plus note des informations et de l'expertise disponibles au sein des OSC et font un effort supplémentaire pour engager et accueillir les ONG sur des questions internationales des changements climatiques dans le pays et lors des réunions des COP. Cette volonté des deux parties à s'engager a vu une croissance de l'optimisme au sein des cercles des OSC africaines par rapport à leur capacité à influencer les négociations internationales sur le climat dans l'avenir. Toutefois, cet optimisme n'est pas partagé par tous. Un certain nombre d'OSC africaines estiment qu'une amélioration de l'influence au niveau national est en parallèle avec une baisse de l'influence au niveau international ou, même encore avec pessimisme, que l'influence des OSC en général a diminué. Une organisation, par exemple, a remarqué que "des ONG ont commencé avec du feu et que lentement ce feu s'éteint". Cela souligne la notion de la "fatigue des COP", émanant en particulier du sommet de Copenhague en 2009, et plus récemment prononcé lors de la COP 19 à Varsovie en 2013, lorsque plus de 800 délégués représentant les OSC du monde entier ont quitté la rencontre à cause de la frustration et du mécontentement par rapport à la lenteur des négociations et au manque de volonté politique à s'engager pour une action concrète sur le climat de la part des parties à la CCNUCC. On spécule maintenant fortement que les OSC sont fatigues de participer annuellement aux COP sans aucun résultat ou progrès tangibles pour faire face au défi des changements climatiques.

Depuis la COP 19, beaucoup d'organisations, y compris les OSC africaines, ont reconsidéré leur participation aux COP et, dans certains cas, ont décidé plutôt de focaliser de nouveau l'attention sur le niveau national. Selon une personne interrogée, par exemple: "Nous nous concentrons plus sur l'engagement des décideurs au niveau national. Nous décourageons la perte de temps sur des rencontres interminables qui s'achèvent avec la rhétorique".

En observant la tendance historique dans la participation aux COP, il y avait en moyenne une augmentation constante de la participation des OSC aux COP de 1997 à 2009. Toutefois, après l'échec spectaculaire les grandes déceptions de la COP 15 en 2009, il y a eu une baisse considérable de la participation des OSC à la COP 16 au Mexique l'année suivante, et un déclin subséquent de la participation des OSC a suivi au fil des ans. La COP 20 à Lima, au Pérou, a connu ensuite une augmentation du nombre total d'OSC qui ont participé, y compris les représentants gouvernementaux et les médias. Ceci pourrait être très probablement dû au sens élevé de l'importance et de l'urgence des activités conduisant à la COP 21 à Paris, qui est censé être un tournant dans la convention puisque tous les acteurs dans les négociations anticipent de voir un nouvel accord mis en place pour réduire les émissions de carbone dans

le monde, dans lequel toutes les Parties à la convention seront contraintes. La tendance dans la participation aux COP semble mépriser la notion de la fatigue pour les COP mais suggère plutôt que la participation aux COP par les OSC fluctue généralement essentiellement selon l'importance perçue d'une COP donnée et d'autres facteurs tels que la disponibilité d'un appui en finance et ressources pour la participation des OSC dans cette année-là.

Sans chercher à savoir si l'influence des OSC est vue comme s'aggravant ou s'améliorant, en moyenne, toutes les OSC africaines conviennent généralement qu'il est difficile de faire entendre la voix de l'Afrique. Outre l'obstacle que constituent les ressources financières limitées, un manque de capacité de négociation est un grand défi pour la société civile africaine en raison de la limitation des ressources humaines. Bien qu'il y ait eu quelques avancées en matière de renforcement des capacités et des connaissances au sein des OSC, une expertise limitée demeure un obstacle qui retarde la compréhension et l'engagement total des OSC africaines dans différents groupes de négociation durant les rencontres de négociation sur le climat avant et pendant les COP. Cette situation est aggravée par un défi similaire du côté des gouvernements, où des niveaux élevés de changement des cadres font qu'il est difficile de développer l'expertise, la confiance et des réseaux qui durent. Comme l'a expliqué une personne interrogée "les négociateurs africains sont également changés fréquemment en raison des processus politiques nationaux, compromettant ainsi la mémoire institutionnelle et la capacité des ONG africaines à s'engager et influencer de façon significative les négociations". Les autres défis mentionnés par les personnes interrogées comprennent l'absence de volonté politique, l'accès limité des OSC aux réunions et les barrières linguistiques.

Une approche couramment utilisée par les OSC pour relever certains de ces défis consiste à travailler ensemble avec d'autres OSC pour mettre en commun leur expertise et leurs ressources. Comme il a été déjà indiqué, la mise en réseau et la coopération avec d'autres OSC constituent une activité commune qui selon certains peut aussi conduire au succès dans l'atteinte des objectifs des COP. En conséquence, les OSC africaines ont été assez bien interconnectées, particulièrement depuis la création de l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) en 2008. En moyenne, des OSC ont dit être membre d'au moins trios réseaux, dont deux sont mondiaux et un africain. Quatre-vingt huit pour cent des organisations interviewées ont indiqué qu'elles faisaient partie d'un réseau mondial et 86 pour cent ont déclaré qu'elles faisaient partie d'un réseau africain. Parmi tous les réseaux, la PACJA était le plus populaire, 19 des 35 organisations interrogées indiquant qu'elles en étaient membres. "Climate Action Network" [Réseau d'action pour le climat] (CAN) était également régulièrement cité, et neuf des 35 organisations interrogées ont déclaré être membre du CAN.

indicated that they were part of an African network. Of all networks, PACJA was the most popular, with 19 out of the 35 surveyed organisations indicating that they were members. Climate Action Network (CAN) was also named frequently, and nine of the 35 surveyed organisations reported being a member of CAN.

Les OSC et la position panafricaine aux COP

Bien sûr, la coopération et la coordination ne sont pas sans leurs propres défis. Par exemple, il est difficile de s'accorder sur une position commune – ce qui est compréhensible étant donné la diversité au sein de l'Afrique. En effet, il n'est pas clair de savoir s'il existe même une position africaine commune. Les OSC qui ont participé à l'enquête étaient divisées sur cette question, la moitié étant d'accord qu'il existe une position africaine conjointe alors que l'autre moitié n'est pas d'accord.

Les OSC africaines identifient effectivement certaines questions d'inquiétude communes telles que l'adaptation, le financement du climat et la responsabilité historique des pays industrialisés, mais elles mettent aussi l'accent sur la diversité des intérêts parmi les pays africains. Comme l'a souligné une organisation interrogée; "Il y a beaucoup de pays africains avec des intérêts assez variés, alors ils n'ont pas une position commune parce qu'ils parlent de différentes choses et ont des opinions basées sur les activités de leurs propres pays". En outré, les OSC ne sont pas toujours nécessairement assez flexible pour permettre des compromise, comme l'a indiqué une autre organisation interrogée: "Si leur intérêt personnel n'est pas concerné, elles n'acceptent pas et ne s'alignent pas avec les autres ONG africaines". La différence des intérêts peut être aussi due à des liens internationaux et sources de financement internationales. "La plupart des OSC africaines sont affiliées à des réseaux internationaux et cela semble bloquer une approche uniforme des OSC africaines, a expliqué une organisation interrogée.

Malgré ces défis, les OSC africaines ont soutenu leurs gouvernements en faisant avec succès la promotion des intérêts africains dans les négociations sur le climat. Une prouesse importante du continent africain a été le financement du climat, et en particulier le Fonds vert pour le climat (GCF)[9]. En 2014, il y avait environ 22 ONG africaines accréditées en tant qu'observateurs de la société civile au GCF sur un peu plus de 125 organisations. Les OSC africaines véhiculent constamment le même message que leurs gouvernements concernant le besoin d'un nouveau flux de financement climatique supplémentaire et prévisible des pays développés vers les pays en développement. L'engagement des pays développés pour un financement initial rapide atteignant 30 milliards de dollars entre 2010 et 2012 et l'engagement de faire du GCF le principal mécanisme pour acheminer le financement climatique vers les pays en développement, avec un équilibre entre le financement pour l'adaptation et l'atténuation, est vu comme une démarche positive dans la bonne direction. La structure du GCF, en particulier, est une réalisation remarquable pour faire face au besoin de l'Afrique d'un appui financier parce que son conseil d'administration de 24 membres a une représentation équitable entre les pays développés et les pays en développement et parce qu'il a adopté une approche nationale pour les décaissements du financement climatique.

Alors que plusieurs OSC voient la reconnaissance équitable de l'adaptation et de l'atténuation dans les négociations des COP comme une grande réalisation pour le continent, d'autres considèrent les développements en matière de pertes et de dommages, la REDD et l'accord pour une Deuxième période d'engagement, en vertu du Protocole de Kyoto, comme des prouesses pour l'Afrique.

Toutefois, les OSC africaines se plaignent de ce que la mise en œuvre fait toujours défaut et, en particulier, critiquent le fait que les promesses d'un financement considérable n'aient pas été tenues. Une organisation interrogée a noté plutôt avec pessimisme que "la position de l'Afrique ne cesse de baisser et que ses compromis dépassent ce qu'elle obtient".

9. http://news.gcfund.org/

Des points de vue provenant d'Afrique: perspectives des OSC des négociations sur le climat

Plusieurs OSC interrogées dans l'enquête ont accepté de partager leurs expériences et impressions des COP. Les études de cas présentées dans cette publication démontrent comment les OSC africaines cherchent à exercer leur influence à travers les approches d'initiés et d'outsiders à la fois. Elles fournissent des leçons utiles à partit des 20 dernières années d'engagement des OSC africaines dans les négociations internationales sur le climat.

FIGHT
LIFE!
NISE

ETUDES DE CAS

Réseau de la société civile sur les changements climatiques (CISONECC) - MALAWI

Les changements climatiques affectent déjà le Malawi et les projections indiquent que le pays fait face à des précipitations plus erratiques et moins prévisibles, à des périodes de sécheresse plus fréquentes et plus prolongées, et à des évènements de chaleur plus extrême. La vulnérabilité du Malawi et de ses écosystèmes aux effets néfastes des changements climatiques augmente avec une forte croissance démographique, des taux croissants de déforestation et de dégradation des terres, une érosion sévère ainsi que de mauvaises pratiques de gestion des terres

Cette étude de cas est basée sur une interview avec Herbert Mwalukomo du Réseau de la société civile sur les changements climatiques (CISONECC).

Le CISONECC est un consortium d'organisations de la société civile créé pour répondre à l'intérêt croissant et au travail des organisations de la société civile dans le domaine des changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophe au Malawi.

Faciliter la consultation pour le développement des politiques

Le CISONECC a pu s'engager avec le gouvernement sur plusieurs processus politiques, tels que l'élaboration de la Politique nationale de gestion des risques de catastrophe (NDRM), et de la politique sur les changements climatiques. La politique NDRM a été approuvée et la politique sur les changements climatiques ne l'est pas encore. Le CISONECC participe également aux négociations actuelles comme faisant partie de la délégation gouvernementale.

En outre, le réseau a contribué à l'examen et à la revue des Programmes d'action nationaux d'adaptation (PANA), et aux processus initiaux du processus du Plan national d'adaptation (PNA). Le réseau fait partie de la Commission technique nationale sur les changements climatiques (NTCCC).

Concernant les processus de négociation, le réseau travaille avec le gouvernement avec empressement pour la création d'une Entité nationale de mise en œuvre (NIE) dans cadre du Fonds d'adaptation.

Au début, le CISONECC plaidait pour le développement de politiques, fournissant une plate-forme pour que la société civile s'engage avec le gouvernement pour s'assurer que les positions de la société civile étaient prises en compte et que le corps législatif approuve les politiques. Le réseau a contribué à tous les

étapes du processus d'élaboration des politiques, y compris la consultation des communautés afin de s'assurer que les éléments de la politique proposée reflètent les intérêts des communautés.

Le réseau a aussi contribué à l'examen des PANA en consolidant les organisations de la société civile dans la revue de la politique et en définissant de nouveaux domaines prioritaires ainsi qu'en élaborant un papier de position pour les OSC sur la création des NIE.

Le réseau et le gouvernement travaillent vers l'inclusion des pertes et dommages dans le nouvel accord sur les changements climatiques suite à la décision sur les Pertes et Dommages à Varsovie et à l'approbation du programme de deux ans à Lima.

Le CISONECC a plaidé pour l'intégration du genre dans les processus des changements climatiques qui a vu le Malawi défendre l'adoption et l'établissement du Programme de travail de Lima sur le genre à la COP 20 au Pérou.

Amplifier les points de vue des communautés

Dans le contexte des négociations mondiales sur les changements climatiques, le CISONECC a mobilisé des voix des communautés locales et des organisations membres en termes de ce qu'elles souhaitent voir dans ces négociations et a fourni cet apport au gouvernement.

"Chaque fois que nous formulons des positions que nous voulons contribuer à la position nationale à amener dans les négociations internationales", a expliqué Mwalukomo, "nous sommes en réalité allés à la base et avons consulté par exemple les agricultrices. Nous sommes allés vers elles pour leur demander ce qu'elles espèrent voir comme issues des négociations".

> "Nous sommes en réalité allés à la base pour consulter par exemple les agricultrices pour leur demander ce qu'elles espèrent comme issues des négociations."

COUP D'OEIL

- Le CISONECC a participé à 4 COP depuis 1994 et a fait partie de 4 délégations gouvernementales aux COP.
- Le CISONECC englobe 35 organisations qui vont de CBO, FBO, ONG internationales, organisations activistes, de développement de la jeunesse et d'éducation.
- Le CISONECC croit que de grandes réalisations pour l'Afrique en ligne avec ses objectifs dans les négociations ont été le travail dans le cadre de l'ADP pour formuler un accord sur les changements climatiques, la reconnaissance des Pertes et Dommages dans les négociations et l'établissement d'un programme de travail sur le genre.

- Le CISONECC aimerait voir les COP futures accepter que les pays se soumettent à un système mondial de règles pour non seulement réduire les émissions, mais aussi atteindre la neutralité du carbone d'ici à 2050.

Mwalukomo croit que le rôle des OSC telles que le CISONECC réside dans le rôle clé qu'elles jouent en influant le débat international en participant à des alliances clé qui contribuent au débat

Développer des alliances

Selon Mwalukomo, les organisations de la société civile et les gouvernements africains défendent un programme commun parce que la position africaine est aussi influencée dans une certaine mesure par ce que défend la société civile. "Il y a des plateformes dans lesquelles nous nous engageons avec les gouvernements en tant que société civile africaine à la fois dans nos pays et plateformes respectifs comme la Conférence ministérielle africaine sur l'environnement (CMAE)", a-t-il expliqué.

Le réseau participe à l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA), la plateforme mondiale des Voix du Sud sur les changements climatiques[10] et au "Climate Action Network" (CAN) des organisations de la société civile qui plaident pour une réponse favorable aux changements climatiques dans le monde.

Le CISONECC travaille également avec des partenaires issus de tout le Nord "parce que, en ayant des rapports avec eux dans notre propre sphère, ils peuvent transmettre à leurs gouvernements les questions que les membres du CISONECC défendent. "Lorsque nous nous rassemblons, nous pouvons influencer les négociations à partir de différents angles", a indiqué Mwalukomo.

10. http://www.southernvoices.net/en/

We
act now for

Climate Change Network - KENYA

Les changements climatiques présentent le Kenya avec un certain nombre de défis environnementaux, y compris l'intensification de la dégradation des ressources naturelles, des inondations accrues, des orages, des précipitations excessives et irrégulières, des sécheresses ainsi que des défis socio-économiques, notamment des dommages aux infrastructures, des changements de types de maladies, particulièrement le paludisme, la réduction de la productivité agricole et l'insécurité alimentaire accrue ainsi qu'une intensification des conflits liés au climat.

Cette étude de cas est basée sur une interview avec Henry Neondo, porte-parole de "Climate Change Network of Kenya" (CCN-Kenya).

CCN s'implique dans les questions de changement climatique depuis 2009.

L'organisation était créée pour répondre au besoin national d'un plaidoyer renforcé en matière de politiques et d'une participation effective et éclairée au débat sur les changements climatiques et le développement durable. Avec l'émergence des gouvernements de comtés selon la nouvelle constitution du Kenya en 2010, le réseau a reconnu le besoin de travailler dans le sens d'une meilleure préparation pour le plaidoyer au niveau des comtés sur les questions des changements climatiques, de l'environnement, des ressources naturelles et du développement durable aux niveaux communautaire, national et régional.

Une attention portée sur les pauvres

Selon Neondo, le domaine le plus important des récentes activités de CCN-Kenya a été une analyse de l'effet des changements climatiques sur les groupes vulnérables, et sur les femmes, les filles et les enfants en particulier. CCN est également préoccupé par l'effet des changements climatiques sur la sécurité alimentaire et l'eau, surtout le cycle des saisons pluvieuses dans les régions arides et semi-arides, avec une attention portée sur les pauvres.

Neondo a souligné l'adaptation dans les zones arides et semi-arides selon des politiques nationales réalisables comme l'une des mesures concrètes les plus utiles introduites jusque-là. Toutefois, il a noté qu'il y avait encore du chemin à faire pour amener les communautés dans le débat sur les changements climatiques et en termes de financement pour lutter contre les changements climatiques.

Importance des réseaux – locaux et mondiaux

Etudiant l'avenir des négociations sur les changements climatiques, Neondo a souligné l'importance de la mise en réseau parmi les OSC à travers le monde, parce que beaucoup d'entre elles ont des capacités que

nous n'avons pas en Afrique et de meilleurs instruments pour analyser les problèmes".

Par rapport à l'influence des négociations sur les changements climatiques, Neondo a souligné la nécessité pour CCN de rester focalisé sur les principes du 'pollueur paie' et de la 'responsabilité et de capacité respective communes mais différentes', notant que les pollueurs tentent souvent fuir cette responsabilité et compliquent également les négociations.

Selon Neondo, les membres de CCN s'efforcent à poursuivre des rapports avec le gouvernement afin d'harmoniser les positions communes et continueront à s'engager avec les communautés locales et à approfondir la compréhension des défis climatiques.

> "Se mettre en réseau avec les OSC au niveau mondial est crucial parce que beaucoup d'entre elles ont les capacités que nous n'avons pas et de meilleurs instruments pour analyser les problèmes."

Il a conclu en disant que "pendant que nous influençons la position en Afrique, nous contribuons aussi au programme mondial sur le développement durable. Et ici le programme de l'UNESCO sur l'éducation sur les changements climatiques pour le développement durable[11] fait partie de ce que nous faisons".

CLIN D'OEIL SUR CCN

- Les domaines de réussite de CCN-Kenya ont figuré dans l'analyse de l'effet des changements climatiques sur les groupes vulnérables
- CCN croit que l'engagement avec les communautés locales pour mener des sensibilisations et approfondir la compréhension des défis de l'Afrique est une stratégie importante pour combattre les changements climatiques.

.

11. A travers son programme 'Education sur les changements climatiques pour un développement durable', l'UNESCO vise à faire de l'éducation sur les changements climatiques une partie de la réponse internationale aux changements climatiques. Le programme vise à aider les gens à comprendre l'effet du réchauffement climatique aujourd'hui et à accroître "les notions climatiques" chez les jeunes par le renforcement des capacités des pays à fournir une éducation de qualité sur les changements climatiques - http://unesdoc.unesco.org/images/0019/001901/190101E.pdf

Environment Management For Livelihood Improvement (EMLI) - UGANDA

L'Ouganda est très vulnérable aux changements climatiques, avec son économie et le bien-être de sa population très liés au climat. Les changements climatiques sont censés entraîner des périodes de précipitations plus extrêmes et fréquentes, intenses, irrégulières au début et l'arrêt de la saison des pluies, ainsi que des épisodes de sécheresse plus fréquents. Ces changements sont susceptibles d'avoir des implications importantes sur l'agriculture, la sécurité alimentaire, ainsi que sur les terres et les ressources en eau. Au même moment, la capacité d'adaptation et d'atténuation est faible à cause du manque de ressources économiques et de la technologie.

Cette étude de cas est basée sur interview avec Robert Bakiika, directeur exécutif adjoint de l'ONG "Environment Management for Livelihood Improvement Bwaisese Facility (EMLI)" [.Gestion de l'environnement pour une amélioration des moyens de subsistance – Mécanisme de Bwaisese]

EMLI est une organisation non gouvernementale (ONG) basée à Kampala créée en 2007 pour impliquer les communautés locales dans la formulation et la mise en œuvre des plans et programmes de développement qui font la promotion du développement durable.

Selon Bakiika, une mesure clé de la réussite des OSC africaines dans le processus de négociation est que les OSC ont grandi en importance et en pertinence. "Nous apportons désormais des contributions, collectons des fonds, décaissons des fonds à d'autres ONG et même collectons des fonds pour que les représentants du gouvernement participent à diverses conférences", a-t-il expliqué.

Un impact à travers des coalitions

Bakiika a souligné la puissance des coalitions, notant que "Si vous regardez les négociations dans lesquelles la société civile est devenue vraiment forte, se donnant la main et parlant d'une seule voix, les gouvernements sont sortis au moins avec un résultat équilibré".

Selon Bakiika, l'alliance la plus utile pour EMLI est celle avec la PACJA. Il a expliqué qu'à travers la PACJA, les OSC africaines sont en mesure de travailler ensemble pour s'assurer que les négociations sur les changements climatiques n'aboutissent pas à des " coquilles vides". EMLI a également travaillé avec le Groupe africain en soutenant certaines positions de négociations. Bakiika a dit que "Ceci a été une stratégie réussie parce que le G77 et la Chine, qui font partie des coalitions les plus fortes, amènent des positions éclairées et ils maintiendront ces positions. Il y a parfois des compromise et ceux ont affecté le Groupe africain, mais c'est comme ça la négociation".

EMLI participe à des ateliers de renforcement de capacités organisés par le Marché commun pour l'Afrique orientale et australe (COMESA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et utilise également les informations générées par ces deux organismes à des fins de plaidoyer.

Une approche flexible face aux scenarios émergents

EMLI a dû changer son centre d'intérêt, ses stratégies et son approche pour influencer les négociations sur le climat au fil des ans parce que les négociations changent sans cesse et "lorsque vous ratez une étape, il est difficile de rattraper". Précédemment focalisée sur l'adaptation, EMLI a révisé ses priorités pour rejoindre la délégation nationale dans le cadre d'un financement et la REDD+, à la suite d'une évaluation de l'impact

Elle a participé à plus de sept COP et contribué en s'engageant avec les représentants du gouvernement ougandais avant les COP, rédigeant et faisant des observations sur le texte juridique pour les négociateurs, soumettant des documents de position via des réseaux d'ONG, organisant et participant activement à des évènements et campagnes parallèles lors des COP. Elle mène également des activités d'information du public à travers les médias et d'autres canaux de communication. Sa stratégie a été aussi de se concentrer sur les rencontres régionales et de parler à chacun des pays donateurs. Mais depuis lors elle a découvert que cela ne marche pas toujours puisque de nouveaux groups naissent et que de nouvelles conditions ou de nouveaux paramètres sont attachés aux négociations. En conséquence, elle a été contrainte de devenir flexible et d'adapter sa stratégie aux scénarios émergents. "Juste au moment où les OSC africaines commencent à agir du fait de ce qui a été décidé, les règles du jeu changent et, parce que des contraintes financières les empêchent d'être présentes à toute occasion, il leur est difficile d'être au courant des changements dans les négociations", a expliqué Bakiika.

> "Si vous regardez les négociations dans lesquelles la société civile est devenue vraiment forte, se donnant la main et parlant d'une seule voix, les gouvernements sont sortis avec au moins avec un résultat équilibré."

CLIN D'OEIL SUR EMLI

- EMLI a participé à 7 COP depuis Sa création.
- EMLI a participé à l'élaboration de la Politique nationale sur les changements climatique pour l'Ouganda qui a suscité l'intérêt pour un inventaire du gaz à effet de serre par L'Autorité de la ville de Kampala.

.

Surveiller la mise en œuvre au niveau local à partir des accords internationaux

Pour EMLI, la réussite aux négociations internationales sur les changements climatiques peut être partiellement mesurée par le degré auquel les accords conclus au niveau international sont traduits en action concrète au niveau local. L'organisation faisait partie d'un consortium d'ONG sous "Climate Action Network-Ouganda (CAN-U) qui a plaidé pour un inventaire du gaz à effet de serre par l'Autorité de la ville de Kampala (KCCA) afin de s'imprégner de la stratégie de la ville face aux changements climatiques.

TIME F
LIMATE JUS

Environmental and Development Action (ENDA) Energy - SENEGAL

Le Sénégal est une terre de contrastes géographiques et climatiques, avec une grande partie du pays sujette aux conditions météorologiques de la zone du Sahel, qui est caractérisée par une seule saison des pluies qui dure jusqu'à trios mois. La région est en proie à des précipitations instables et irrégulières, et a connu des sécheresses récurrentes, depuis des périodes allant des décennies à des siècles. La variabilité des précipitations durant la saison des pluies augmente, faisant qu'il est difficile de prédire le temps et les sécheresses plus dures, en particulier dans le nord du Sénégal.

Les moyens de subsistance de près de 77% de la population sénégalaise dépend de l'agriculture, qui est négativement touchées par les conséquences climatiques.

Cette étude est basée sur une interview avec Emmanuel Seck, chargé de programmes à ENDA-Energie qui est membre du réseau d'Action pour le développement environnemental (ENDA).

Créée en 1972, l'Action pour le développement de l'environnement ENDA) est basée à Dakar, au Sénégal.

ENDA plaide pour des principes de l'équité, de la justice climatique et de la responsabilité historique. L'organisation mène des recherché en Afrique et travaille avec des réseaux et alliances mondiaux à travers lesquels elle soumet des positions et produit des publications. "Climate Action Network" (CAN) est l'un des réseaux. Selon Emmanuel Seck, la capacité de plaidoyer d'ENDA au plan international s'est renforcée sur les changements climatiques lorsqu'elle a adhéré au CAN. "Cette plate-forme a permis de créer une masse critique, même si nous ne l'avons pas encore étendue aux communautés afin de soulever les questions des changements climatiques comme des sujets de citoyenneté". Afin de surmonter les barrières linguistiques et mobiliser plus d'OSC, ENDA s'est associée avec RAF France, le réseau francophone *Climat & Développement*

Amplifier les voix des communautés

Un rôle clé d'ENDA dans le processus de négociation a été le fait qu'elle ramène les discussions, qui se déroulent souvent à un niveau abstrait, aux niveaux régional, national et communautaire en produisant des publications et en invitant la société civile à des évènements où elles font le pont entre les débats internationaux et les actions sur le terrain. Le financement pour la participation des OSC aux négociations et pour le travail d'information et de sensibilisation sur le terrain constitue un défi majeur. "Nous devons renforcer la sensibilisation du public pour montrer que les gens sont préoccupés par les changements climatiques. Ce n'est pas seulement une affaire des scientifiques et des négociateurs mais un problème qui concerne les communautés. La résolution de ce problème pourrait aider les populations touches à améliorer leur mode de vie", a souligné Seck.

ENDA est aussi impliquée dans ce que Seck a appelé travail d'"information" – parcourant les textes lors des négociations et décelant les changements, et en s'engageant avec les parties en négociation en dehors de la plate-forme formelle de négociation.

Au fil des ans, comme le débat sur les changements climatiques a évolué, les priorités d'ENDA dans le contexte africain ont aussi changé. Ayant précédemment mis l'accent sur de vastes recherches sur des questions mondiales de développement durable et la recherche climatique couvrant, entre autres, l'agriculture durable, la désertification, la perte de la biodiversité et la pénurie d'eau, l'organisation recherche désormais avant tout le développement en Afrique financé à partir de l'intérieur de l'Afrique. "Le développement du continent ne sera pas fait par d'autres. Il en est de même avec la fuite de capitaux qui porte le plus un coup grave à la mobilisation des ressources disponibles pour l'investissement", a conclu Seck.

CLIN D'OEIL SUR ENDA

- ENDA a participé à 13 COP depuis 1994
- ENDA est un réseau composé de 200 membres allant des CBO aux organisations de lutte contre le VIH/SIDA, en passant par celles de la jeunesse, du genre, de l'écologie, de la communication pour le développement et de la technologie alternative.

Project 90 by 2030 - AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud est particulièrement vulnérable aux changements climatiques parce que, entre autres:

• une grande partie de sa population a une faible résilience aux évènements climatiques extrêmes (pauvreté, forte charge de maladies, et une infrastructure de logement inadéquate ainsi que sa situation;

• de grandes régions du pays enregistrent déjà des précipitations faibles et variables.

• une grande partie de ses ressources en eau de surface sont déjà totalement réparties; et

• l'agriculture et la pêche, qui seraient négativement touches par les changements climatiques, sont importantes pour la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Bien que les pauvres d'Afrique du Sud contibuent seulement très peu aux changements climatiques, ils sont les plus vulnérables et seront donc les plus touchés.

Cette étude est basée sur une interview avec Gray Maguire, Facilitateur de l'engagement communautaire pour "Project 90 by 2030".

"Project 90 by 2030" est une organisation non gouvernementale basée au Cap, en Afrique du Sud, qui a été créée en 2007.

"Project 90 by 2030" a commencé par s'impliquer dans le processus de négociation sur les changements climatiques lors de la COP17 (Durban, Afrique du Sud) en 2011 lorsque l'organisation a fini par réaliser qu'un engagement au niveau international était nécessaire pour que l'organisation:

i. Contribue à la surveillance par la société civile de la mise en œuvre des programmes et mécanismes internationaux tels que la RDD[12], le Fonds pour l'adaptation, le Fonds pour les petites subventions et le Fonds vert, et
ii. Contribue au contrôle par la société civile de ce que les négociateurs sud-africains sont en train d'ajouter aux processus de négociation internationale sur le climat.

Depuis la COP17 à Durban, "Project 90 by 2030" a participé à deux réunions consécutives des COP. La priorité de l'organisation est de rester engagée sur les questions clé, telles que les Contributions prévues déterminées au niveau national (INDC). "Sur ces questions", a dit Maguire, "nous examinons comment les INDC sont formulées pour voir si elles nous mettent vraiment dans une position à pouvoir maintenir l'augmentation de la température moyenne mondiale en dessous de 2 degrés Celsius".

Position commune, différences contextuelles

Selon Maguire, il y a des intérêts et priorités contradictoires dans l'environnement des ONG africaines. "Une grande partie du contexte dans lequel les ONG opèrent est déterminée par l'environnement national.

12. Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation (REDD) - http://www.un-redd.org/aboutredd/tabid/102614/default.aspx.

Je ne pense pas que nous soyons dans une position de parler au nom de l'ensemble du continent." Il a expliqué qu'étant donné que l'Afrique du Sud est l'un des pires éliminateurs du gaz à effet de serre dans le monde, l'attention des OSC sud-africaines comme « Project 90 by 2030"

doit être portée sur l'atténuation, contrairement au Burundi, par exemple, où les niveaux d'émission sont négligeables, au point où l'essentiel de l'attention dans le pays doit être sur l'adaptation.

Malgré ces différences, Maguire a dit que qu'il existe un vaste programme africain basé sur la reconnaissance que l'Afrique sera le continent le plus gravement touché par les changements climatiques et une perspective unificatrice consiste à s'assurer que le continent est bien positionné pour accéder au financement afin de mener des activités d'atténuation et d'adaptation.

Représenter les intérêts publics

L'objectif de "Project 90 by 2030" est de s'assurer que les priorités de l'Afrique du Sud dans les négociations en cours sur les changements climatiques sont convenablement et effectivement communiquées à ses citoyens et le gouvernement est tenu responsable de ses actions. Elle veut également que le gouvernement accorde suffisamment de temps aux ONG pour qu'elles examinent les politiques proposées avant qu'elles n'entrent en vigueur.

> "Une grande partie du contexte dans lequel les ONG opèrent est déterminée par l'environnement national. Je ne pense que nous soyons dans une position de parler au nom de tout le continent."

"Nous allons être directement touchés en tant qu'ONG et membres de la société civile par les décisions qui se prennent au niveau international, et nous voulons nous assurer que nos perspectives sont convenablement représentées là-bas", a indiqué Maguire.

PROJECT 90 BY 2030 AT A GLANCE

- "Project 90 by 2030" se concentre le lobbying et le plaidoyer en matière de politique énergétique en Afrique du Sud.
- L'organisation a participé à deux rencontres des COP depuis 2011 since 2011.

FOR LIFE!
ORGANISE

En tant que petit pays insulaire en développement (PEID), l'île Maurice est particulièrement vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques, notamment dans ses zones côtières, où une combinaison de l'accélération de la montée du niveau de la mer et une fréquence et une intensité croissants des cyclones tropicaux entraîne une dégradation environnementale considérable, en plus d'une perte économique.

Dépendant fortement du tourisme, les installations et infrastructures touristiques de l'île seraient gravement touchées par la montée du niveau de la mer, sans compter l'impact sur les communautés vivant le long de la côte.

Mauritius Council for Development, Environmental Studies and Conservation (MAUDESCO) - Île MAURICE

Cette étude est basée sur une interview avec Rajen Awotar du Conseil mauricien des études pour le développement, l'environnement et la conservation (MAUDESCO).

MAUDESCO a été créé en 1985 en qu'une ONG mauricienne œuvrant pour la protection de l'environnement, les questions de conservation et l'autonomisation. L'implication de l'organisation dans le débat sur les changements climatiques a commencé avec sa participation au Sommet de la terre tenu à Rio en 1992.

MAUDESCO a depuis ce temps participé à toutes les COP et à la plupart des rencontres, conférences et ateliers parrainées par la CCNUCC et les Nations Unies.

L'organisation est spécialisée dans le développement durable lié aux changements climatiques, avec un accent sur le renforcement des capacités, l'autonomisation et la sensibilisation, particulièrement chez les femmes, les jeunes et les étudiants.

Succès et échecs aux COP

Selon Awotar, parmi les succès des OSC africaines, il y a eu leur influence sur les priorités que les délégations africaines ont présentées lors des négociations: notamment l'adaptation et l'atténuation des effets néfastes des changements climatiques, ainsi que le besoin de capacité, de technologie et de financement, la biodiversité, l'utilisation des terres et la sylviculture. "Elles ont fait comprendre toutes les priorités, mais l'adaptation est la première parmi elles", a indiqué Awotar. Afin d'améliorer son influence aux COP, MAUDESCO travaille avec le gouvernement au pays avant les COP et renforce son engagement avec les médias.

Awotar a souligné la nature trop prolongée des négociations comme un défi majeur, disant qu'elles "consomment trop de temps et de ressources, sont très politiques et donnent des résultats extrêmement limités".

Des alliances stratégiques en vue d'un impact

MAUDESCO a noué des alliances stratégiques avec des organisations africaines et internationales intervenant dans le domaine des changements climatiques, y compris l'Alliance panafricaine pour la justice climatique (PACJA) et est coordinatrice régionale pour "Climate Action Network (CAN) International"[13] dans la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC) et une représentante de l'ONG les "Amis de la Terre International".

En tant que coordinatrice régionale de CAN pour la SADC, MAUDESCO travaille avec beaucoup de réseaux sous-régionaux, surtout en Afrique, en Asie et en Amérique latine. A travers ses alliances et groupes de pression conjoints, MAUDESCO espère mettre la pression sur les négociateurs et ministres locaux, ainsi que sur les réseaux dans les régions de la SADC, des PIED et du COMESA[14]. Au cours des dernières COP, MAUDESCO a travaillé de façon stratégique pour intéresser plus de partenaires, venus en particulier des Etats-Unis. Elle demande à ses partenaires américains de mettre suffisamment de pression sur les représentants de leur gouvernement afin qu'ils prennent en compte les priorités des PIED et des pays en développement.

"C'est la voie à suivre", selon Awotar. "Nous n'avons pas besoins de changer la mentalité de nos propres gouvernements parce qu'ils constituent nos partenaires stratégique. Ils savent que nous partageons la même opinion et les mêmes préoccupations, mais la pression devrait venir des réseaux de la société civile américaine et de ceux dans l'Union européenne, au Japon et au Canada. Nous nous efforçons de les réunir afin que nous puissions disposer d'une stratégie cohérente".

CLIN D'OEIL SUR MAUDESCO

- MAUDESCO a participé à toutes les COP depuis 1994.
- MAUDESCO est la coordinatrice régionale pour "Climate Action Network (CAN) International" dans la SADC, et représente aussi les "Amis de la Terre International".

13. http://www.climatenetwork.org/

14.Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) - http://www.comesa.int/

International Centre for Energy Environment and Development (ICEED) - NIGERIA

La baisse des précipitations dans les zones sujettes au désert dans le nord du Nigeria fait intensifier la désertification, l'ancien grand producteur de vivres dans le centre du Nigeria est maintenant vide, les populations des régions côtières qui dépendaient de la pêche ont vu leurs moyens de subsistance détruits par la montée des eaux. La plupart des Nigérians des zones rurales sont employés dans le secteur agricole et les changements climatiques représentent une menace non seulement pour leurs moyens de subsistance mais aussi pour la sécurité alimentaire du pays.

Au même moment, le Nigeria est neuvième en termes de gisements de gaz au monde et brûle plus de 17 milliards de mètres cubes de gaz naturels par an, contribuant aux changements climatiques par l'émission du dioxyde de carbone, le principal gaz à effet de serre.

Cette étude est base sur une interview avec Ewah Eleri, directeur exécutif du Centre international pour l'énergie, l'environnement et le développement (ICEED).

Le Centre international pour l'énergie, l'environnement et le développement (ICEED) a été créé en 2000 afin de régler les problèmes de l'accès aux services énergétiques et la protection contre les changements climatiques pour les pauvres du Nigeria. L'attention de l'organisation est sur les processus nationaux plutôt que sur les négociations sur les changements climatiques au niveau international parce que, comme l'a expliqué Eleri, les solutions se trouvent à la maison.

Ouverture des espaces pour le dialogue

L'organisation a ouvert les processus de prise de décisions sur les changements climatiques en faisant impliquer les acteurs clé dans les négociations, ouvrant l'espace pour la négociation et étendant la sensibilisation sur les changements climatiques au Nigeria. En partenariat avec d'autres acteurs, l'ICEED a contribué à l'élaboration de la politique du Nigeria sur les changements climatiques qui a amené l'Assemblée nationale à faire le pas audacieux consistant à adopter une loi en 2011 pour créer la Commission nationale sur les changements climatiques, bien que cette loi ne soit pas encore signée.

L'ICEED a aussi mené une recherche qui a étayé la position du Nigeria dans les négociations. Il a formé les négociateurs nigérians pour les négociations sur le climat et a aidé à préparer d'autres OSC, travaillant en partenariat avec "Climate Action Network-Nigeria".

Pour promouvoir des solutions locales, l'ICEED a été impliqué dans la fourniture de l'accès à l'énergie et aux technologies propres de cuisine aux ménages nigérians. Pour l'ICEED, la valeur ajoutée de cette initia-

tive réside dans la création de petites entreprises dirigées par les femmes qui fabriquent les fourneaux, vendent les gaz de cuisine et des technologies efficaces de combustion du bois.

D'autres initiatives visant à identifier et instituer des initiatives locales comprennent une démarche vers la conservation des gaz provenant des champs pétroliers du Nigeria, dont une grande partie est brûlée dans l'atmosphère, en vue d'une utilisation productive. L'ICEED cherche aussi à amener des sources d'énergie alternatives, telles que l'énergie solaire, aux communautés qui ne sont pas actuellement connectées au réseau électrique du pays.

Ouverture des espaces pour le dialogue

Selon Eleri, les initiatives de l'ICEED sont non seulement focalisées sur l'adaptation et l'atténuation mais renferment aussi l'incitation supplémentaire du développement et de la croissance économiques. AEn tant que pays "dans le mode de la croissance", la création de l'infrastructure nécessaire pour cette croissance devrait être une préoccupation majeure, et "si nous pouvons amener ces intérêts dans les négociations et voir la convergence entre nos situations économiques et les opportunités environnementales que nous avons, la croissance en Afrique créera un continent plus responsable au plan environnemental"

> "Les solutions sont à la maison"

"La bonne nouvelle pour l'Afrique", a dit Eleri, "est que ces mesures dont notre continent a besoin pour atteindre une croissance économique à deux chiffres et nous sortir de la pauvreté sont celles qui sont aussi nécessaires pour réduire notre empreinte carbonique et protéger nos populations des effets dangereux des changements climatiques".

En conclusion, Eleri a dit que ce que veut l'Afrique est aussi bon pour le climat mondial – "la croissance en Afrique n'entraînera que de meilleures infrastructures plus fortes, une énergie plus propre et des populations qui sont plus protégées des risques des changements climatiques.

CLIN D'OEIL SUR L'ICEED

- L'ICEED a formé des négociateurs nigérians et a aider à la préparation d'autres OSC pour les négociations sur le climat
- L'ICEED a travaillé avec "Climate Action Network-Nigeria" pour développer le soutien aux négociations du Nigeria lors de la Conférence des Parties (COP) à Copenhagues en 2009.

PRESIDENT
COP17/CMP7
UNITED NATIONS
CLIMATE CHANGE CONFERENCE 2011
DURBAN, SOUTH AFRICA
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA
SADC
SECRETARY
PRESIDENT
SOUTH AFRICA
EXECUTIVE SECRETARY

COP17/CM
UNITED NATION
CLIMATE CHANGE CONFERE
DURBAN, SOUTH A
United Nation
ECCAS
DEPUTY
EXECUTIVE SECRETARY

Centre for Environment and Development (CED) - CAMEROUN

Le Cameroun possède 22 millions d'hectares de forêts tropicales, qui forment une partie vitale de l'écosystème forestier du Bassin du Congo, fournissant une source importante de revenus, d'emploi, de moyens de subsistance, des services d'écosystème et un habitat pour beaucoup d'espèces végétales, d'oiseaux et de mammifères

Bien que le pays ait promulgué une loi sur les forêts en 1994 afin de promouvoir la gestion communautaire des forêts en vue d'une gestion durable des forêts et la promotion du développement local, 3,3 millions d'hectares des forêts du Cameroun ont été déblayés depuis 1990, surtout à cause de la pression croissante provenant des autres secteurs tels que l'agriculture commerciale et de subsistance, l'exploitation minière, l'énergie hydraulique et les infrastructures.

Cette étude est basée sur une interview avec Samuel Nguiffo du Centre pour l'environnement et le développement (CED).

Le Centre pour l'environnement et le développement est une organisation non gouvernementale créée en 1994 pour promouvoir les voix indépendantes et des communautés à la base dans des réformes politiques dans le secteur des forêts et de l'environnement au Cameroun et dans le Bassin du Congo.

Connaissances, sensibilisation et protection des droits des communautés

Depuis 2000, le CED a fait du renforcement des capacités l'un des piliers de sa stratégie, appuyant les ONG et associations locales dans les régions forestières du Cameroun et dans d'autres pays du Bassin du Congo (notamment la République centrafricaine, le Gabon, la République du Congo et la République démocratique du Congo (RDC)) pour traquer l'exploitation illicite des forêts, soutenant les communautés indigènes et renforçant la connaissance de la législation relative, entre autres, à la sylviculture, à l'exploitation minière, aux peuples autochtones et à l'environnement.

Selon Nguiffo, le CED a commencé par s'impliquer dans les processus des changements climatiques dès le début de l'initiative de la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD)[15] lorsqu'elle a été lancée en 2008. L'organisation travaille aussi maintenant avec les communautés sur des solutions alternatives à l'énergie, dans le but de développer l'utilisation de l'énergie renouvelable dans les communautés pauvres et fait pression pour la protection des droits des peuples autochtones dans les négociations sur les changements climatiques. Elle travaille également pour démasquer les multinationales qui s'engagent dans des activités nuisibles telles que la déblaiement de grandes forêts et des

15. Le programme de collaboration des Nations Unies sur la Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) dans les pays en développement a été lancé en 2008. Il se base sur l'expertise technique de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Le programme de la REDD appuie les processus de REDD menés au niveau national et fait la promotion de l'implication éclair et significatif de tous les acteurs, y compris les peuples autochtones et d'autres communautés dépendantes des forêts, dans la mise en œuvre de la REDD au plan national et international.

aires protégées pour l'agro-industrialisation qui constituent une menace pour les efforts d'atténuation des changements climatiques.

Sa stratégie est en partie basée sur l'analyse juridique, l'identification des faiblesses dans les lois sur les forêts et le foncier, et l'engagement avec le secteur privé et le gouvernement pour voir si la déforestation due à la faiblesse des lois sur le foncier peut être intégrée dans les discussions sur les changements climatique. Mais plaide aussi pour d'autres groups, tells que les chefs traditionnels, partageant ses résultats avec eux tout en les aidant à formuler une position à déposer sur la table du gouvernement et du parlement.

"Si les droits fonciers sont protégés", a déclaré Nguiffo, "davantage de gens retourneront aux villages pour gagner de l'argent en produisant des cultures, en devenant des fermiers plutôt que des ouvriers occasionnels dans les agro-industries ou dans les banlieues des villes".

CLIN D'OEIL SUR LE CED

- Le CED a participé à 8 COP depuis 1994 et envisage e poursuivre son implication au-delà de la COP21 à Paris
- Le CED est coordinateur du Réseau africain de défense des droits des communautés et membre de "International Land Coalition Africa", "Publish What You Pay Africa" [Publiez ce que vous payez à l'Afrique] et de "Oilwatch Africa".
- Le CED aimerait voir que les droits des communautés et l'efficacité dans la réduction des émissions et la transformation des économies nationales et mondiales sont abordés/discutés davantage dans les négociations des COP.

Earthlife - AFRIQUE DU SUD

L'Afrique du Sud a le potentiel d'être l'un des pays les plus durement touches par les effets des changements climatiques. Selon les statistiques, l'Afrique du Sud peut s'attendre à des augmentations de la température moyenne comprises entre 1°C et 3°C vers la moitié du 21 siècle, accompagnée d'une réduction des précipitations atteignant 30 pour cent, une augmentation de l'incidence des sécheresses, des inondations et des orages intenses ainsi qu'une montée prévue des niveaux de la mer pouvant atteindre 1 mètre.

Les impacts sociaux, économiques et environnementaux de ces changements pourraient être dévastateurs, avec la baisse des rendements agricoles, de sylviculture du bétail menaçant la sécurité alimentaire et les emplois. En outre, l'effondrement des seuls écosystèmes du pays pourrait signifier la disparition de beaucoup d'espèces végétales et animales du pays

"Earthlife"-Afrique est une organisation activiste bénévole fondée en 1988 à Johannesburg, en Afrique du Sud. Son objectif est de mobiliser la société civile autour des questions environnementales en relation avec des populations. Dans le sens de l'encouragement des actions individuelles et communautaires pour la protection de la planète, l'organisation se lance dans des activités de mobilisation sur le climat, de plaidoyer et de recherche. "Pour poursuivre nos objectifs, il est important que nous travaillions avec les populations sur le terrain afin de changer les attitudes et changer les mentalités", a souligné Lekalakala

Ses activités de plaidoyer et de pression se sont essentiellement focalisées sur l'atténuation et l'adaptation. Toutefois, "Earthlife" considère aussi l'équité, la technologie et le financement, et mène des recherches sur la façon dont l'énergie renouvelable pourrait contribuer à la création des emplois en Afrique du Sud et effectue des analyses sur les aspects de genre de l'énergie et des changements climatiques.

Parler d'une seule voix

Lekalakala a noté que la société civile en Afrique du Sud est très vaste et que beaucoup de questions différentes – telles que l'eau, la sylviculture, la biodiversité, l'adaptation et l'énergie – sont abordées à un niveau sectoriel mais, en se rassemblant dans une plateforme, envoyant des messages au gouvernement et soulevant les priorités du pays, les OSC peuvent apporter une grande contribution. IA cet égard, "Earthlife" est membre de la Commission nationale de coordination sur les changements climatiques, qui réunit les institutions du gouvernement, les OSC et les entreprises du secteur privé qui travaillent sur des questions des changements climatiques. La commission sert de plateforme d'information pour le gouvernement et est un mécanisme par lequel la société civile peut critiquer, modifier ou compléter ce qui se décide.

CLIN D'OEIL SUR "EARTHLIFE"

- "Earthlife" – Afrique a participé à 3 COP depuis 2005. Elle a aussi participé à 3 autres COP entre 1994 et 2004.
- "Earthlife" – Afrique promeut et encourage les gens à devenir responsables dans la protection de la planète.
- "Earthlife" – Afrique mène des recherches sur l'énergie renouvelable et contribue à la création des emplois en Afrique du Sud et analyse les aspects de genre de l'énergie et des changements climatiques.

QUELLE EST LA SUITE POUR LES OSC AFRICAINES?

Comme les gouvernements et les pays dans lesquels elles sont basées, les OSC africaines ont des priorités et intérêts divers lorsqu'il s'agit de leur implication dans les négociations sur le climat à la fois au niveau national et international. Ainsi, elles emploient aussi une gamme variée de stratégies et d'approches afin d'atteindre leurs objectifs et programmes, faisant usage de stratégies d'initiés et d'outsiders et utilisant très souvent les deux simultanément. Elles ont montré qu'en participant aux négociations internationales sur le climat dans des délégations gouvernementales et en organisant des manifestations de masse à l'extérieur des lieux où se tiennent les COP, pour intensifier la pression des gouvernements nationaux et nouer des relations avec les représentants gouvernementaux, les OSC africaines ont généralement trouvé qu'il est difficile d'accorder une importance plus grande à une stratégie par rapport à l'autre.

Ce qui est devenu évident est que les OSC ont tendance à être flexible dans leur approche, évaluant la situation actuelle et employant l'une ou l'autre approche, ou plusieurs approches à la fois selon leur capacité, mais généralement en grande partie en fonction de leurs capacités financières. Cette façon apparemment ad hoc d'engagement semble avoir marché pour les OSC africaines au cours des 20 dernières années et a connu des résultats positifs par exemple sur les fronts de l"adaptation et du financement climatique tel que souligné dans les études de cas.

Il est donc important que les OSC africaines continuent de travailler à divers niveaux, de la base à la participation aux fora régionaux et rencontres internationales. Bien qu'il soit évident que le niveau national peut être devenu plus

important dans ces dernières années, depuis le Sommet décevant de Copenhague en 2009, cela ne devrait pas faire baisser l'attention sur le niveau international. Et alors qu'il se peut que ce soit coûteux et difficile d'envoyer des représentants aux sommets mondiaux sur le climat, il est important que la société civile africaine soit présente et visible au niveau mondial pour s'assurer que les intérêts de l'Afrique sont entendus au-delà du continent.

La notion de la fatigue pour les COP, bien qu'étant un sujet actuel "de chuchotement" dans la communauté des OSC le long des corridors aux COP et exprimé dans les réunions de COP à travers la frustration par rapport à la lenteur des développements, les preuves semblent suggérer que les OSC ont maintenu leur présence aux COP, bien que leur nombre ait tendance à monter et baisser de façon aléatoire dans n'importe quelle année, sans aucune tendance claire de baisse soutenue. Cependant, les OSC ont indiqué clairement à plusieurs reprises que les Parties à la CCNUCC doivent commencer par prendre au sérieux les négociations sur le climat et accorder plus d'attention à l'action sur le terrain au-delà des discours seulement, et elles exprimeront ouvertement leur mécontentement comme l'a témoigné la "grande sortie" lors de la COP 19 à Varsovie.

Les OSC ont montré qu'elles ne sont pas encore prêtes à déserter entièrement le programme sur les changements cli-

matiques, et semblent plutôt accorder plus d'attention à l'engagement actif de leurs gouvernements nationaux (une stratégie qui a l'avantage supplémentaire d'être bénéfique pour certaines). La tendance générale, vue de la COP 1 à la COP 20, semble être que les OSC augmenteront leur visibilité et implication dans les négociations internationales sur le climat chaque fois qu'il y a un sujet à discuter qu'elles jugent très important pour l'avenir des négociations internationales futures sur le climat ou qui pourrait être un jalon pour atteindre les objectifs de la CCNUCC. A ce titre, elles ont réaffirmé leur visibilité dans les négociations internationales sur le climat, comme en témoigne la hausse de leur nombre à la COP 20 à Lima, et on espère que la COP 21 à Paris devrait connaître une participation plus grande des OSC par rapport à la COP 20. La hausse de la participation des OSC est attendue lors de la COP 26 en 2020 au cas où un nouvel accord climatique est conclu en 2015. Les négociations sur le climat devraient donc voir une présence continue des OSC, et à juste titre, puisqu'elles jouent leur rôle consistant à amener la voix d'une société civile plus grande, en particulier les communautés les plus vulnérables et défavorisées, dans les négociations.

Un aspect important des négociations sur le climat, c'est la reconnaissance presque universelle par les OSC du succès limité des parties en négociation à parvenir à des actions concrètes sur les changements climatiques. Il existe aussi une large appréciation de la nature politique des négociations sur le climat et de la nécessité de mettre la pression sur les dirigeants politiques à opérer des changements. Ce constat a amené les OSC africaines à concevoir et employer une nouvelle stratégie au-delà de leurs limites d'opération habituelles, et à réaliser qu'un effort conjoint est nécessaire afin d'atteindre les résultats escomptés. Les études de cas soulignent donc une volonté des OSC africaines à travailler avec des partenaires de l'hémisphère Nord afin qu'elles soient également en mesure d'amener les questions pour lesquelles la société civile africaine plaide à leurs propres gouvernements et influencer par conséquent les négociations sous des angles différents. L'avenir proche est susceptible de voir un effort accru des OSC de former des alliances avec d'autres réseaux et institutions similaires en Afrique et dans le monde entier.

La pression des OSC devient plus coordonnée puisque des points communs sont identifiés sur certaines questions climatiques vaste telles que l'importance de l'adaptation pour l'Afrique, le besoin urgent de financement climatique et la discussion par rapport à une feuille de route pour réduire les émissions de gaz de serre immédiatement et dans l'avenir. Bien qu'il soit reconnu que la combinaison des nombreux intérêts et priorités des multiples acteurs des changements climatiques peut être une tâche ardue, les 20 dernières années ont montré qu'une voix africaine unifiée est désormais plus facilement écoutée dans les négociations et les OSC ont un rôle à jouer en portant la voix du citoyen ordinaire aux négociations.

.

REFERENCES

Betzold, C. 2013. Responsiveness or Influence? Whom to Lobby in International Climate Change Negotiations. International Negotiation 19(1): 35-61.

Gulbrandsen, LH & Andresen, S. 2004. NGO Influence in the Implementation of the Kyoto Protocol: Compliance, Flexibility Mechanisms, and Sinks. Global Environmental Politics 4(4): 54-75.

Jamil, S & Maeztri, D. 2011. Visible Value? ENGOs and the UNFCCC Process. NTS Alert, Singapore: RSIS Centre for Non-Traditional Security (NTS), January 2011.

Mumma, A. 2000/2001. The Poverty of Africa's Position at the Climate Change Convention Negotiations UCLA Journal of Environmental Law and Policy 19(1), 181-210.

Niang, I, OC Ruppel, MA Abdrabo, A Essel, C Lennard, J Padgham & P Urquhart. 2014. Africa. In: Barros, VR , CB Field, DJ Dokken, MD Mastrandrea, KJ Mach, TE Bilir , M Chatterjee, KL Ebi, YO Estrada, RC Genova, B Girma, ES Kissel, AN Levy, S MacCracken, PR Mastrandrea & LL White (eds.). Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, andVulnerability. Part B: Regional Aspects. Contribution of Working Group II to the Fifth Assessment Report of the Intergovernmental Panel on Climate Change. Cambridge University Press, Cambridge, UK, and New York, USA: 1199-1265.

Rietig, K. 2011. Public pressure versus lobbying – how do Environmental NGOs matter most in climate negotiations? Working Paper No. 79, Centre for Climate Change Economics and Policy; Working Paper No. 70, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment: December 2011.

Roger, C & Belliethathan, S. 2014. Africa in the global climate change negotiations. International Environmental Agreements: Politics, Law and Economics. DOI 10.1007/s10784-014-9244-7.

Cette publication explore l'engagement des OSC africaines dans le processus de la Conférence des Parties (COP) de la CCNUCC. Elle examine les stratégies que les OSC ont employées et comment celles-ci ont changé au fil des ans, les succès et les difficultés rencontrées sur le chemin, la reconnaissance croissante des gouvernements du rôle et de l'importance des OSC par rapport à leur engagement en tant que négociateurs et comme un lien entre les communautés touchées et les positions des gouvernements africains à la table de négociation. Elle cherche également à savoir s'il existe une position commune des OSC africaines et si les OSC africaines qui se sont engagées dans les COP de la CCNUCC croient qu'elles font avancer les choses.

© Heinrich Böll Stiftung (HBS) Southern Africa 2014

HEINRICH BÖLL STIFTUNG
SOUTHERN AFRICA